

# Situation des TPE financière franciliennes

Dans le cadre de leur mission, l'Observatoire consulaire des entreprises en difficultés (OCED) et le Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie et des services (CROCIS) ont conjointement mis en place un outil d'alerte sectorielle dédié aux TPE franciliennes afin de détecter, chaque année, les secteurs d'activité menacés au vu de leurs performances économiques et de la situation financière des entreprises qui les composent. L'objectif du dispositif est d'alerter les professionnels et les entreprises, spécifiquement dans le ressort de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Ce dispositif d'alerte, mis en œuvre pour la troisième année, a permis de faire apparaître, à partir des critères de détection utilisés, des zones de fragilité pour les secteurs de la **restauration traditionnelle** – code NAF 553A – et des **débits de boissons** – code NAF 554B –, pour les TPE installées en Ile-de-France.

## Deux secteurs fortement employeurs

Le secteur de la **restauration traditionnelle** est en grande majorité composé de professionnels indépendants. Le secteur est cependant très atomisé avec d'un côté de nombreuses petites structures indépendantes et de l'autre des grands groupes auxquels sont associées des chaînes de restaurants de renom. De plus, depuis quelques années, le secteur connaît un fort mouvement de

## Un niveau d'activité détérioré pour les secteurs de la restauration traditionnelle et des débits de boisson

concentration, les entreprises indépendantes perdant des parts de marché face aux grandes chaînes de restauration. La crise économique actuelle a eu un fort impact négatif sur la consommation en dépenses de services de restauration (environ 3,5 % environ selon les prévisions du XERFI en 2009), ce qui devrait amplifier ce mouvement, les petites structures étant souvent les plus fragiles.

Plus de 93 % des entreprises du secteur comptent moins de 20 salariés, soit une part plus importante que celle constatée sur l'ensemble des secteurs (89 %).

Sans surprise, seule une entreprise sur cinq n'emploie aucun salarié, contre une sur deux pour l'ensemble des activités économiques. C'est en effet un secteur

où le besoin en main-d'œuvre est important. Cette caractéristique est également visible au travers des effectifs salariés : la restauration traditionnelle de moins de 20 salariés emploie en moyenne 3,2 salariés quand l'ensemble des secteurs d'activité en emploient seulement 1,6. Près de 63 % des salariés travaillent ainsi dans un établissement de moins de 20 salariés, ce qui est environ près du double du pourcentage constaté sur l'ensemble des activités économiques franciliennes.

Le secteur des **débits de boisson** apparaît encore plus atomisé, près de 96 % des établissements ayant moins de 20 salariés et 40 % de

*\* Le débit de boissons est un établissement dans lequel sont distribuées des boissons, alcoolisées ou non, destinées à être consommées sur place. Il n'est jamais associé à la tenue d'un bureau de tabac, ce dernier relevant du secteur des cafés tabacs (code NAF 554A).*

Secteurs d'activité	Nombre d'établissements	Part des établissements de 0 salarié	Part des établissements de moins de 20 salariés
553 A - Restauration traditionnelle	22 374	20,2 %	93,5 %
554 B - Débits de boisson	2 027	39,5 %	95,5 %
<b>Total Ile-de-France</b>	<b>905 515</b>	<b>49,5 %</b>	<b>89,4 %</b>

Sources : INSEE Sirene 2007, Garp 2007.

Secteurs d'activité	Effectif salarié des établissements de moins de 20 salariés	Effectif salarié total	Nombre de salariés par établissement dans les établissements de moins de 20 salariés	Part des salariés des établissements de moins de 20 salariés
553 A - Restauration traditionnelle	67 399	107 318	3,2	62,8 %
554 B - Débits de boisson	6 048	6 844	3,1	88,3 %
<b>Total Ile-de-France</b>	<b>1 277 516</b>	<b>4 136 569</b>	<b>1,6</b>	<b>30,8 %</b>

Sources : INSEE Sirene 2007, Garp 2007.

l'ensemble des établissements n'ayant pas de salariés. Tout comme la restauration traditionnelle, on note un mouvement de concentration, de grandes enseignes se développant au détriment des petits établissements indépendants. Il doit aussi faire face, depuis plusieurs années, à un fort repli de la demande en raison principalement des politiques de lutte contre l'alcoolisme et, depuis 2008, de l'interdiction de fumer dans les cafés, hôtels et restaurants. Ont également joué un rôle l'apparition d'une concurrence intersectorielle au travers de la restauration rapide ainsi qu'un changement de comportement dans les habitudes de consommation. De fait, le secteur doit faire face à une forte

contraction de la fréquentation de ses établissements. La crise économique est venue aggraver la situation, les ménages comprimant les dépenses considérées comme non prioritaires.

C'est aussi un secteur fortement employeur : on compte ainsi 3,1 salariés par établissement de moins de 20 salariés et la très large majorité des salariés (88 %) travaillent dans ces établissements.

#### Faiblesse des liquidités à court terme

Les TPE de ces secteurs se caractérisent principalement par : Un poids important des **charges liées au personnel** : celles-ci

représentent 78 % de la valeur ajoutée pour les débits de boissons et 82 % pour la restauration traditionnelle.

**Un fonds de roulement net négatif ainsi qu'un montant peu élevé de trésorerie nette** : ces deux indicateurs montrent que, dans les entreprises concernées, les ressources immédiates disponibles sont relativement faibles. Quant au **ratio de liquidité réduite, sa valeur est comprise entre 0,5 et 0,7.**

Un **résultat courant modéré** : 7 000 euros en moyenne, qu'il s'agisse de la restauration traditionnelle ou des débits de boissons.

### VALEUR MEDIANE DES INDICATEURS FINANCIERS UTILISES POUR L'ANALYSE

Indicateurs financiers*	Secteur 553 A	Secteur 55s4 B
Ratio de liquidité réduite	0,54	0,69
Charges fixes / Valeur ajoutée	210	211
Salaires et charges sociales / Valeur ajoutée	0,82	0,78
Fonds de roulement net global **	- 24	- 15
Fonds de roulement net global / Total du bilan	- 15	- 11,3
Trésorerie nette **	13	12
Trésorerie nette / Total du bilan	8,4	8,1
Charges financières / EBE	4,6	1,9
Dettes à long et moyen terme / Capitaux propres	0	0
Excédent brut d'exploitation (EBE) **	15	13
Résultat courant **	7	7
Dettes totales / Capitaux propres	0	0
Endettement net / CAF	1,19	0,89

\* Établis à partir des comptes de l'exercice 2007, dernière année disponible pour le plus grand nombre d'entreprises.

\*\* Valeurs exprimées en milliers d'euros.

Sources : OCED - CROCIS, Exploitation de la base de données DIANE.

Les éléments réunis ici suggèrent des zones de faiblesse pour les TPE de ces deux secteurs. En effet, confrontées à une insuffisance de liquidité, ces entreprises pourraient se trouver à devoir gérer, sans pouvoir y remédier rapi-

dement, des problèmes de solvabilité. Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'économie française est entrée, depuis fin 2008, dans une période de crise, ce qui se traduit par une forte contraction de la demande (les

consommateurs opérant des arbitrages budgétaires plutôt défavorables à la restauration et aux débits de boissons).

Les secteurs de la restauration traditionnelle et des débits de

boissons ont enregistré une baisse en volume de leur chiffre d'affaires pour 2008. Il en sera certainement de même pour 2009, malgré la diminution, attendue depuis de nombreuses années, de la TVA au 1<sup>er</sup> juillet 2009, celle-ci passant de 19,6 % à 5,5 %. Dans les faits, cette baisse n'a été que peu répercutée sur les prix : baisse de 1,2 % en juillet, de 0,2 % en août et stabilité depuis septembre.

### Des taux de fermeture élevés

Au-delà de l'analyse des éléments financiers et du poids des TPE dans l'emploi salarié, les données relatives à la démographie des entre-

prises – créations et disparitions - permettent d'apporter un éclairage complémentaire.

Ainsi, pour la **restauration traditionnelle (553 A)**, le taux de création (11,7 %) est supérieur au taux de fermetures<sup>1</sup> des entreprises (9,8 %). Dans ces conditions, on assiste à un renouvellement rapide du tissu des entreprises ainsi qu'à un accroissement net du nombre des entités. D'ailleurs dans ce secteur, près de la moitié des entreprises ont moins de 5 ans contre 43,0 % pour l'ensemble des services aux particuliers.

Depuis le second semestre 2008, la crise économique a entraîné une forte augmentation des fermetures, plus particulièrement des

défaillances, + 10,3 % en 2008.

Pour les **débites de boissons (554 B)**, le taux de création (8,8 %) est nettement inférieur au taux de fermeture (11,4 %), ce qui signifie une diminution du nombre d'entreprises. Depuis le début de la décennie, cet effritement est sensible, plus particulièrement dans les établissements tenus par une seule personne.

Les politiques de lutte contre le tabac et l'alcool menées actuellement par les pouvoirs publics ont également un effet négatif. Néanmoins, la part des entreprises de moins de 5 ans reste élevée (42,9 %).

## Taux de création et de fermeture des entreprises

Secteurs d'activité	Nombre de créations d'entreprises	Taux de création d'entreprises	Nombre de fermetures d'entreprises	Taux de fermeture d'entreprises
553 A - Restauration traditionnelle	2 630	11,8 %	2 203	9,8 %
554 B - Débits de boisson	179	8,8 %	231	11,4 %
<b>Total Ile-de-France</b>	<b>75 014</b>	<b>8,3 %</b>	<b>46 560</b>	<b>5,1 %</b>

Sources : INSEE Sirene 2007, Coface.

Les tendances observées sur le long terme pour les deux secteurs viennent confirmer les résultats précédents. En effet, entre 2001 et 2007 **la restauration traditionnelle** a vu le nombre de ses entreprises augmenter de plus de 2 000 entités, soit un taux d'accrois-

sement annuel moyen de 1,8 %. Dans **le secteur des débits de boisson**, le stock des entreprises s'est réduit de 5,2 % en moyenne par an depuis 2001.

La crise actuelle et la contraction de la demande qui en découle ont une

incidence négative sur la démographie de ces deux secteurs d'activité. Ainsi, à fin juillet 2009, les données disponibles montrent une diminution du nombre des créations et une augmentation des fermetures pour les deux secteurs analysés.

<sup>1</sup> Il s'agit de la cessation d'activité qu'elle soit volontaire ou liée à une défaillance de l'entreprise.

## Taux d'accroissement du nombre de sociétés

Secteurs d'activité	Nombre de sociétés		Taux d'accroissement annuel moyen entre 2001 et 2007
	au 1 <sup>er</sup> janvier 2001	au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	
553 A - Restauration traditionnelle	20 155	22 374	1,8 %
554 B - Débits de boisson	2 792	2 027	- 5,2 %
<b>Total Ile-de-France</b>	<b>784 911</b>	<b>905 515</b>	<b>2,4 %</b>

Source : INSEE Sirene.

## Quelques éléments de méthodologie

### Champ de l'analyse

Le dispositif mis en place, de manière conjointe, par l'OCED et le CROCIS a trait aux TPE constituées en société et implantées en Ile-de-France.

Une TPE est définie comme une entreprise de 0 à 19 salariés inclus réalisant, soit un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros, soit un total du bilan inférieur à 43 millions d'euros et "indépendante", c'est-à-dire n'ayant aucun actionnaire de type entreprise ou grande institution qui détienne 25 % ou plus du capital. Sont également exclues les entreprises dites "têtes de groupe".

### Données exploitées

Le dispositif d'alerte s'appuie sur l'analyse des comptes annuels des sociétés – déposés auprès des greffes des tribunaux de commerce et publiés au BODACC – disponibles dans la base de données financières DIANE. Ainsi à l'automne 2009, période à laquelle l'analyse a été menée, les comptes annuels de l'année 2007 étaient disponibles pour la grande majorité des entreprises recensées dans la base.

Tous les secteurs de la NAF sont concernés ; néanmoins, afin d'assurer une fiabilité suffisante des résultats, seuls les secteurs pour lesquels sont disponibles, dans la base de données, plus de 200 comptes annuels sont effectivement retenus.

### Indicateurs financiers « clés »

Quatorze indicateurs permettant de dresser un portrait financier des entreprises, ont été retenus. On peut les classer en sept rubriques :

Solvabilité à court terme : ratio de liquidité réduite

Charges : ratio (charges fixes / valeur ajoutée), ratio (salaires et charges sociales / valeur ajoutée)

Équilibre financier : fonds de roulement net global, ratio (fonds de roulement net global / total du bilan), trésorerie nette, ratio (trésorerie nette / total du bilan)

Charges financières : ratio (charges financières / excédent brut d'exploitation)

Structure financière : ratio (dettes à long et moyen terme / capitaux propres)

Rentabilité : Excédent brut d'exploitation, Résultat courant

Endettement : ratio (dettes totales / capitaux propres), ratio (dettes financières / capitaux propres), ratio (endettement net / CAF)

### Analyse

A partir de la matrice de données composée en lignes des secteurs d'activité (individus) et en colonnes des médianes des indicateurs "clés" (variables), une Analyse en Composantes Principales – ACP – a été effectuée. S'agissant d'une technique d'analyse synthétique des données collectées, elle permet de mettre en lumière les secteurs présentant des difficultés au regard d'un ou plusieurs critères.

## Pour en savoir plus

- L'Observatoire consulaire des entreprises en difficultés (OCED) a été créé, en 1994, en partenariat entre la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et les quatre Tribunaux de commerce de sa circonscription (Paris, Nanterre, Bobigny, Créteil). Il a ensuite accueilli deux nouveaux partenaires, la Ville de Paris et l'Ordre des experts-comptables Paris Île-de-France. Il a pour mission d'observer la réalité des défaillances, de livrer, par l'intermédiaire de ses publications, l'information collectée ainsi que sa mise en perspective et de Contribuer au développement des méthodes de prévention et de traitement des difficultés des entreprises.

La Lettre de l'Observatoire Consulaire des Entreprises en Difficultés n°34 - octobre 2009

Claudine ALEXANDRE-CASELLI, rédacteur en chef - calexandre-caselli@ccip.fr

www.oced.ccip.fr

- Le CROCIS, centre régional d'observation économique de la Chambre de commerce et de l'industrie de Paris, rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France.

Retrouvez toutes les publications du CROCIS sur [www.crocis.ccip.fr](http://www.crocis.ccip.fr)

Yves BURFIN, chargé d'études - yburfin@ccip.fr

Directeur de la publication : Pierre TROUILLET

Directeur de la rédaction : Jean-Louis SCARINGELLA

Maquette et mise en page : Stéphanie CORNEBOIS

Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source.

Dépot légal : décembre 2009

ISSN : en cours



**Chambre de commerce  
et d'industrie de Paris**